

Stabilisation et maintien de la paix au Sahel : gagner la paix, à défaut de pouvoir remporter la victoire contre les groupes armés terroristes...

Autor(en): **Dupuy, Emmanuel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2021)**

Heft 2

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-977667>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Une section pose devant ses deux véhicules de l'avant blindés (VAB).

Photo © Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ecpad).

International

Stabilisation et maintien de la paix au Sahel : Gagner la paix, à défaut de pouvoir remporter la victoire contre les groupes armés terroristes...

Emmanuel Dupuy

Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

Un an après le sommet de Pau, en janvier 2020, six mois après celui de Nouakchott, en Mauritanie, en juin dernier, le sommet réunissant les cinq chefs d'Etat composant le G5-Sahel (le mauritanien Mohamed Ould al-Ghazouani, le malien Bah N'Daw, le nigérien Mahamadou Issoufou, le burkinabé Roch Marc Christian Kaboré et l'hôte tchadien Idriss Deby Itno) et Emmanuel Macron, prévu lundi 15 et mardi 16 février dans la capitale tchadienne N'Djamena, semble d'ores et déjà plombé. Après avoir largement relayé médiatiquement son importance, au regard de la nécessaire évolution du dispositif militaire français de l'opération BARKHANE – composé de 5'100 hommes depuis sa création en août 2014 – l'annonce du renoncement du Président français à faire le déplacement au Tchad, tout en assistant « virtuellement » depuis Paris, cristallise déjà de nombreuses critiques tant sur le fond que sur la forme. L'invitation adressée à la Chancelière allemande, Angela Merkel d'y participer ne devrait pas « sauver » le sommet, non plus. Au regard de ce contexte, beaucoup ont acquis la certitude que le redéploiement de BARKHANE ne sera même pas annoncé lors de ce sommet, mais quelques semaines après. Il reste, à ce propos, à être parfaitement sûrs que nos partenaires européens nous suivront dans le sens d'une montée en puissance de l'europanisation du dispositif sécuritaire au Sahel.

Le sommet de N'Djamena devrait aboutir à une réduction « structurelle » de quelque 600 militaires français, au gré du remplacement de ses 280 véhicules de l'avant blindé (VAB, en service dans l'armée française depuis 1976!) au profit de 364 véhicules blindés multirôles VBMR SERVAL qui devraient rejoindre le théâtre d'opération d'ici 2022. Les hommes et femmes de BARKHANE ont beau avoir pris le relais de l'opération SERVAL (11 janvier 2013 – août 2014) dont le but était d'empêcher les groupes armés de fondre sur Bamako et de réduire à néant les chances de survie de l'État malien, affaibli par un coup

d'état, quelques mois plus tôt, ils agissent désormais sur une vaste zone de 5 millions de km². Du point de vue militaire, l'opération SERVAL aura pourtant été une belle réussite en matière de « contre-terrorisme » qui a permis de libérer le septentrion malien en une vingtaine de jours seulement. La ville de Gao est libérée le 25 janvier ; Tombouctou, le 27 janvier, et Kidal, le 30 janvier. Nous étions néanmoins en 2013 ! Pourtant, dès 2014, l'ouvrage de Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, semblait d'emblée remettre en cause le « narratif » officiel visant à justifier le déclenchement de l'opération par François Hollande par le risque de délitement de l'Etat malien. Depuis, 55 militaires français sont morts au Sahel, dont 50 en opérations, principalement au Mali. Plus de 3'000 soldats maliens et 140 casques bleus, sont également décédés dans cette lutte acharnée contre les organisations terroristes qui sévissent en majorité dans la zone dite des « trois frontières » située, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. L'ONU est venu récemment rappeler, du reste, que 4'250 Burkinabés, Maliens et Nigériens, dont de nombreuses femmes et enfants, ont été victimes du terrorisme en 2020.

Le paradoxe en matière de contre-insurrection veut que l'année 2020 aura indiscutablement une année de réussites sur le plan militaire. Le dispositif militaire BARKHANE, qui « traque » quelque 2'000 combattants de groupes armés terroristes (GAT) depuis janvier 2013, en a éliminé à peu près 1'000 en 2020 dans la bande sahélo-saharienne. L'année 2020 aura ainsi été couronné de succès symboliques. A l'instar de l'élimination du chef d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) Abdelmalek Droukdel, en juin 2020 et plus récemment, le 30 octobre dernier, de Bag ag moussa, chef des opérations militaires du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM). Le « Comité exécutif » consacré au contre-terrorisme, tenu sur la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy, le 1^{er} février dernier, a dérouté nombre d'experts

avertis de la région. Le Directeur de la Sécurité extérieure (DGSE), Bernard Emié, y rendait public une vidéo confirmant que les principaux chefs des GAT, dont Iyad Ag Ghali, le chef touareg du GSIM et Hamadou Koufa, le chef peul de la Katiba Macina ou Front de Libération du Macina entendait désormais porter leurs opérations en direction des pays riverains du Golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo et Ghana). Si cette « migration » des GAT était connue de longue date, le fait de le dévoiler semble participer d'une vaste opération de communication, visant à légitimer le bien-fondé de la présence militaire française. Avec 128 actions de combats, soit en moyenne une sortie opérationnelle tous les trois jours, le bilan est, en effet, conséquent : 500 armes légères et de petit calibre (ALPC) saisies ou détruites, 40 armes lourdes, de type mitrailleuses détruites ou saisies, 15 lance-roquettes saisies et détruites ainsi que 25 pick-ups immobilisés.

Les militaires français agissent ainsi davantage en synergie avec leurs partenaires locaux. C'est ce qui avait été promis, du reste, lors du Sommet de Pau. L'opération ECLIPSE (2 janvier – 3 février) sur 400 km de front et 200 km de profondeur, dans la région des « trois frontières » entre les localités de Hombori, Boulkessi et Douentza aura ainsi engagé, de manière exemplaire, 1'500 militaires français, 900 Burkinabés, 850 Maliens et 150 Nigériens. Nul étonnement que l'opération ait été très médiatisée. Le Sommet de N'Djamena devrait ainsi insister sur les objectifs atteints, voire dépassés en matière de formation des forces armées locales. 18'000 soldats issus des forces armées composant la Force conjointe du G5-Sahel ont été formés depuis 2014. 6'000, rien qu'en 2020, soit trois fois plus que l'année précédente. Néanmoins, cela peut s'avérer insuffisant à convaincre les populations du bien-fondé de la présence française. La plus récente, l'opération ECLIPSE engageant ainsi conjointement militaires français et forces armées maliennes est au centre d'une polémique – à la suite de frappes menées sur deux localités situées dans le centre du Mali – eu égard à une guerre informationnelle engagée par les GAT. Cet énième forum de discussion entre chefs d'États prévu au Tchad, se déroule aussi dans un contexte nettement moins apaisé que l'on voudrait le présenter. Le contexte politique sahélo-saharien a aussi sensiblement changé depuis les sommets de Pau et de Nouakchott.

Le Président Déby, devenu Maréchal à l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance du Tchad, le 11 août dernier, semble avoir un boulevard en vue de son sixième mandat, à l'aune de l'élection présidentielle prévue en avril prochain. Du reste, le fait-il savoir *urbi et orbi*, en empêchant ses adversaires de tourner en rond, en embastillant les plus virulents d'entre eux et en promettant de réprimer toute manifestation de l'opposition dans les rues de N'Djamena. La perspective d'un nouveau mandat ne semble guère, pourtant, être de nature à réduire la pression sécuritaire des combattants de Boko Haram, autour du Lac Tchad. Cette réalité tchadienne l'est autant au Sud-est du Niger, au Nord-est du Nigéria, comme dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Un coup d'état militaire a balayé, en août dernier, la légitimité

« démocratique » au Mali. La réélection du Président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, le 22 novembre dernier, ne permet toujours pas à près d'un million de Burkinabés de regagner leurs foyers. 300'000 élèves sont dans l'incapacité d'aller à l'école dans le Nord et Nord-est du pays, alors que trois des huit régions du pays sont placées en état d'urgence. 25 % du territoire semble ainsi échapper au contrôle de Ouagadougou. L'élection d'un nouveau Président en Mauritanie, en août 2019, et celle à venir, au Niger, à l'occasion du deuxième tour de l'élection présidentielle, terminant le mandat du Président Issoufou au profit de son dauphin, Mohamed Bazoum, le 21 février prochain, apparaissent comme de bien fragiles appuis pour Paris. Peut-être faut-il y voir une des raisons du non-déplacement présidentiel français ?

Pourtant, la pression autour du sens de notre engagement au Sahel, grandit en France comme du reste également au Mali, ainsi que dans plusieurs autres pays sahélo-saharien. Cette légitime interrogation quant à l'efficacité et la légitimité de notre engagement militaire pour combattre les groupes armés terroristes s'est récemment exprimé avec le sondage IFOP-Le Point qui indiquait, le 12 janvier dernier, que désormais, 51 % des Français doutaient de l'engagement français au Sahel. Nous sommes ainsi bien loin des 73 % d'assentiment des Français en janvier 2013 vis-à-vis de l'opération SERVAL. La dimension financière aura aussi son importance, à mesure que l'échéance présidentielle approche en France, en mai 2022. Avec un budget prévu de 911 millions d'euros en 2020, l'opération BARKHANE devrait encore « gonfler » avec l'arrivée des 364 Serval. L'on évoque le montant record de 1,2 milliards d'euros pour 2021 ! Nul doute que le rappel constant de la part de la ministre de la Défense, Florence Parly, de la génération de force, pour l'heure encore balbutiante, de la *Task Force Takuba* associant – d'ici l'été prochain – onze forces spéciales européennes, sera aussi un des marqueurs du Sommet de N'Djamena.

Pourtant, là aussi, le verre a bien du mal à se remplir. Avec 30 Estoniens, une cinquantaine de Tchèques et la perspective de l'arrivée de 150 Suédois et 200 Italiens d'ici mars 2021, l'on reste encore loin de l'objectif de disposer de 600 forces spéciales, d'ici juillet prochain. La promesse de la part de la Hongrie, de l'Ukraine et de la Grèce de rejoindre *Takuba* semble aussi fragile. Les plus optimistes plaideront sans doute, aussi sur l'implication affichée européenne, notamment en insistant sur les quelque 800 personnels – actuellement et plus de 1'000 d'ici l'été 2021 – qui composent les missions européennes (European Union Training Mission – EUTM-Mali – et European Union Capacity Border Assistance Mission – EUCAP-Mali & EUCAP Sahel – Niger). Ce serait oublier que bien que les Allemands soient massivement présents dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à hauteur de 930 personnels parmi les 14'000 casques bleus, présents au Mali depuis avril 2013, ils sont rarement en situation opérationnelle. Tout juste pouvons-nous compter sur nos partenaires britanniques, qui comptabilisent 300 soldats au sein de la MINUSMA, tout en apportant un appui inestimable



Préparations et déplacement en convois. La photo du bas montre une halte de marche assurée par des véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI). Toutes les photos © Armée de Terre.

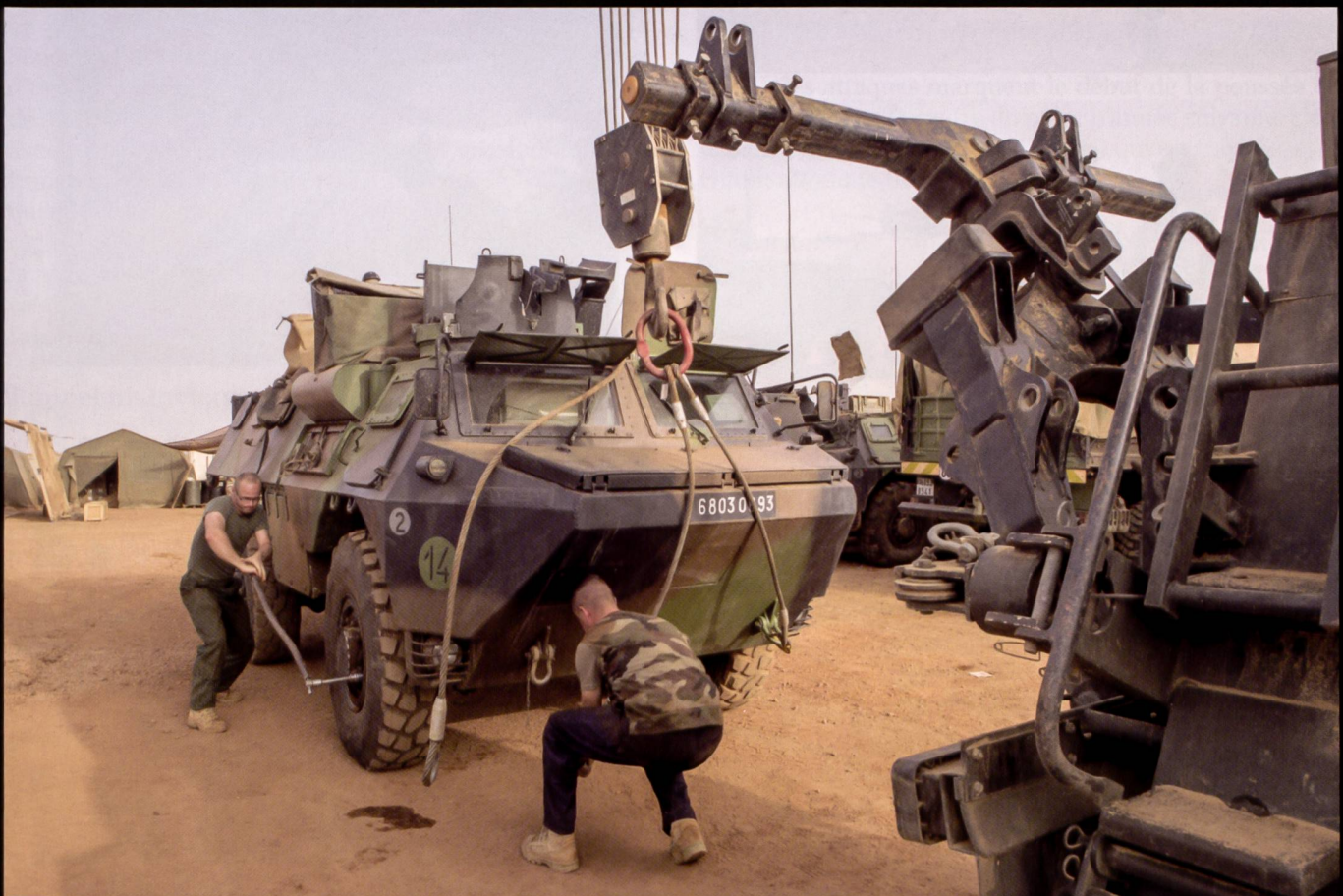




Ci-dessus : Poste d'observation depuis un véhicule léger blindé (VBL).

Ci-dessous : Maintenance de premier échelon sur un VAB. Les matériels français ont considérablement souffert des conditions et des distances importantes à parcourir.

Toutes les photos © Armée de Terre.



au sein de l'opération BARKHANE grâce à la centaine de militaires intégré à BARKHANE au sein de l'opération NEWCOMBE. La promesse de la nouvelle administration américaine de maintenir les 1'500 soldats qui sont déployés dans la région ne semble pourtant nullement garantir un changement de paradigme de la part de Washington qui continue de privilégier ses partenariats sécuritaires bilatéraux, aux dépens de son soutien au G5-Sahel, à la MINUSMA et, dans une moindre mesure, à BARKHANE.

Sans doute est-ce le chef d'état-major des Armées, le général François Lecointre qui résume le mieux le dilemme opérationnel dans lequel BARKHANE se situe désormais, en indiquant que la France avait sans doute fait le « tour du cadran » au Sahel...

E. D.

Ci-dessous: VAB, VBCL et VBL français engagés dans des patrouilles et la protection de convois.



Histoire militaire

VGE

Valéry Giscard d'Estaing, décédé le 2 décembre 2020 à l'âge de 94 ans, était le dernier Président de la République encore en vie à avoir connu la Seconde Guerre mondiale. Engagé à 18 ans comme tireur au sein du 2^e régiment de dragons, il participe aux combats de la Première Armée, promu brigadier il est cité et obtient la Croix de Guerre 39-45, il fait partie de l'équipage du premier char qui rentre dans Constance, le 26 avril 1945. Il aura effectué un peu plus de huit mois de campagne avec son régiment, qui défile le 14 juillet 1945 à Paris. À l'issue de la guerre, il reprend ses études pour devenir, 29 ans après, le plus jeune Président de la République. Avec Charles de Gaulle et Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing est le troisième président de la V^e République à avoir servi et combattu au sein de la Cavalerie Blindée avant le début de sa carrière politique.

Réd. RMS+

